


# Rénovation des installations de climatisation et du réseau eau potable du Lycée Jean MERMOZ

## Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

**2024RIC/REP**

	<u>MAITRISE D'OUVRAGE</u> <b>Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger</b> <b>Sous-Direction de l'Immobilier</b> 23, Place de Catalogne 75014 PARIS
---	--

	<u>MAITRISE D'ŒUVRE :</u> <b>GROUPE CETAB</b> 6, passage Tenaille 75014 PARIS Tél : 01 43 21 36 94 / <a href="mailto:cetab.paris@cetab.fr">cetab.paris@cetab.fr</a>
---	---

### MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

**Objet du marché :**

**Rénovation des installations de climatisation et du réseau eau potable du Lycée Jean MERMOZ**

---

#### **Procédure de consultation utilisée**

Marché à procédure adaptée – marché à prix global et forfaitaire

Dossier de consultation des ENTREPRISES  
(D.C.E.)

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## SOMMAIRE

### Table des matières

1 - Objet de la consultation – Emplacement des Travaux .....	5
1.1 - Objet du marché - Emplacements .....	5
1.2 - Définition des prestations.....	5
1.3 - Désignation des intervenants.....	5
<b>1.3.1</b> - Maîtrise d’ouvrage (MOA) .....	5
<b>1.3.2</b> - Maîtrise d’œuvre (MOE).....	5
<b>1.3.3</b> - Contrôle technique (CT) .....	6
<b>1.3.4</b> - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé (CSPS) .....	6
2 - Caractéristiques du marché .....	6
2.1 - Langue du marché.....	6
2.2 - Décomposition du marché .....	6
<b>2.2.1</b> - Forme du marché.....	6
<b>2.2.2</b> - Allotissement .....	6
<b>2.2.3</b> - Options .....	7
<b>2.2.4</b> - Tranches .....	7
<b>2.2.5</b> - Phases.....	7
<b>2.2.6</b> - Modalité de reconduction.....	7
2.3 - Délais d’exécution.....	7
2.4 - Ordres de service.....	7
2.5 - Sous-traitance.....	7
3 - Pièces constitutives du marché.....	8
4 - Prix et règlement des comptes.....	8
4.1 - Contenu et caractère des prix pratiqués .....	8
4.2 - Journée d’intempérie : définition utile pour l’application de l’article 18.2.3 du CCAG travaux	9
4.3 - Obligations particulières du titulaire.....	9
4.4 - Règlement des comptes - Paiement.....	10
<b>4.4.1</b> - Généralités .....	10
<b>4.4.2</b> - Répartition des paiements .....	10
<b>4.4.3</b> - Répartition des dépenses communes.....	10
<b>4.4.4</b> - Application de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) .....	11
4.5 - Variation des prix.....	11
<b>4.5.1</b> - Type de variation des prix.....	11

<b>4.5.2</b> - Mois d'établissement des prix.....	11
<b>4.5.3</b> - Modalité de révision des prix.....	11
<b>4.5.4</b> - Comptable public assignataire .....	11
<b>4.5.5</b> - Délais de paiement .....	11
5 - Clauses de financement et de sureté.....	11
5.1 - Retenue de garantie .....	11
5.2 - Avance .....	12
6 - Préparation, coordination et exécution des travaux en site occupé.....	12
6.1 - Période de préparation .....	12
6.2 - Rappel des rôles des différents acteurs du projet – ordres – homme-chantier .....	13
6.3 - Coordonnées opérationnelles des acteurs du projet .....	14
6.4 - Contraintes du chantier objet du présent marché .....	14
6.5 - Horaires de chantier et délai de prévenance.....	14
6.6 - Installations à réaliser par les entreprises.....	14
6.7 - Plans d'exécution, note de calcul, études de détail, documents techniques, cotes.....	14
7 - Hygiène et sécurité du chantier.....	15
7.1 - Mesures de sécurité.....	15
7.2 - Effectifs/moyens humains.....	15
7.3 - Encadrement du personnel .....	15
7.4 - Moyens matériels .....	15
7.5 - Dégradation causées aux voies/équipements publics.....	15
7.6 - Autorisations administratives.....	15
7.7 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	16
<b>7.7.1</b> - Principes généraux .....	16
<b>7.7.2</b> - Obligations du titulaire.....	16
<b>7.7.3</b> - Obligations du titulaire vis-à-vis des sous-traitants .....	16
<b>7.7.4</b> - Travailleurs étrangers.....	16
<b>7.7.5</b> - Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes .....	16
<b>7.7.6</b> - Visites médicales.....	16
<b>7.7.7</b> - Comportement du personnel .....	16
8 - Délai d'exécution – pénalités – prime d'avance .....	17
8.1 - Délai d'exécution .....	17
8.2 - Pénalités .....	17
<b>8.2.1</b> - Pénalité de retard journalière .....	17
<b>8.2.2</b> - Pénalité pour absence et retard aux réunions de chantier.....	17
<b>8.2.3</b> - Pénalités pour retard.....	17
<b>8.2.4</b> - Pénalités pour infractions.....	17

<b>8.2.5 -</b> Repli des installations de chantier et remise en état des lieux.....	18
<b>8.2.6 -</b> Lutte contre le travail dissimulé.....	18
<b>8.2.7 -</b> Pénalités diverses .....	18
9 - Opérations de vérification, réception, ajournement, réfaction et rejet .....	18
9.1 - Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux.....	18
9.2 - Réception et réception partielle.....	18
9.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage .....	19
10 - Responsabilité et assurances .....	19
10.1 - Garanties contractuelles .....	20
<b>10.1.1 -</b> Délais de garantie.....	20
<b>10.1.2 -</b> Appel en garantie .....	20
10.2 - Assurances .....	20
<b>10.2.1 -</b> Assurance de responsabilité civile pendant les travaux .....	20
<b>10.2.2 -</b> Assurance tous risque chantier.....	20
<b>10.2.3 -</b> Assurance de garantie décennale .....	20
11 - Mise en demeure .....	20
12 - Résiliation du marché.....	21
12.1 - Résiliation pour manquement aux obligations légales .....	21
12.2 - Effets de la résiliation .....	21
13 - Travaux non prévus.....	21
13.1 - Travaux modificatifs .....	21
13.2 - Dépassement du montant initial des travaux.....	21
13.3 - Prestations similaires.....	22
14 - Règlements et litiges .....	22
14.1 - Dispositions applicables en cas de titulaire étranger.....	22
14.2 - Instance chargée des procédures de recours.....	22
15 - Dérogations aux documents généraux .....	22

# 1 - Objet de la consultation – Emplacement des Travaux

## 1.1 - Objet du marché - Emplacements

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent :

RENOVATION DE LA CLIMATISATION ET DU RESEAU D'EAU POTABLE DU LYCEE JEAN  
MERMOZ DE DAKAR

Lieu(x) d'exécution :

**Lycée Jean Mermoz de Dakar**  
Avenue Cheikh Anta Diop  
BP 3222 - Dakar

## 1.2 - Définition des prestations

Le présent marché de travaux consiste à remplacer les systèmes de climatisation ainsi que les réseaux d'eau potable de l'établissement. La description précise des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Technique Particulière (CCTP).

Les travaux sont réalisés en site occupé, en présence d'élèves pouvant être mineurs.

## 1.3 - Désignation des intervenants

### 1.3.1 - Maîtrise d'ouvrage (MOA)

Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger :

- Le représentant du pouvoir adjudicateur, signataire du présent marché, est le chef d'établissement du Lycée Jean Mermoz de Dakar :

**Lycée Jean Mermoz de Dakar**  
Avenue Cheikh Anta Diop  
BP 3222 - Dakar

- La conduite de l'opération est assurée par :

**Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger**  
**Sous-Direction de l'Immobilier**  
23, Place de Catalogne  
75014 PARIS  
Odile.hagenmuller@diplomatie.gouv.fr

### 1.3.2 - Maîtrise d'œuvre (MOE)

La maîtrise d'œuvre est assurée par un groupement désigné dans le présent marché sous le nom de Maître d'œuvre :

**Groupe CETAB**  
6, passage Tenaille  
75014 PARIS  
[cetab.paris@cetab.fr](mailto:cetab.paris@cetab.fr)

La mission du maître d'œuvre est une mission conforme à la loi MOP française (Loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée) fondue dans le Code de la commande publique. Elle inclut les missions d'études et le suivi de l'exécution des travaux.

### 1.3.3 - Contrôle technique (CT)

Les travaux faisant l'objet du marché sont soumis au contrôle technique effectué par :

*A désigner*

### 1.3.4 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé (CSPS)

Conformément à la réglementation en vigueur, la mission de coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II (au sens du code du travail français : chantiers excédant 30 jours ouvrés dont l'effectif dépasse 20 travailleurs à un moment donné et dont le volume prévu de travaux est supérieur à 500 jours hommes) sera assurée par :

*A désigner*

Le coordinateur SPS sera aussi garant du respect par le titulaire de la réglementation locale relative aux désamiantages.

## 2 - Caractéristiques du marché

### 2.1 - Langue du marché

Les langues officielles du présent marché sont le français. Seule la version française fait foi et les éventuelles traductions nécessaires au titulaire dans le cadre de l'exécution du marché sont à sa charge.

Les pièces du marché listées à l'article 3 du présent CCAP (notamment le CCTP), sont traduites par un logiciel automatique afin d'aider le titulaire.

La langue de travail orale et écrite ainsi que les productions du titulaire sont en français selon ce qui aura été décidé en période de préparation de chantier.

### 2.2 - Décomposition du marché

#### 2.2.1 - Forme du marché

Il s'agit d'un marché à prix global et forfaitaire.

#### 2.2.2 - Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

Toutefois, pour faciliter le suivi des prestations, notamment comptablement, des lots techniques sont identifiés de la façon suivante :

Lot	Désignation
00	CCTP prescriptions communes
01	CVC - Climatisation
02	VRD – Réseaux AEP

### 2.2.3 - Options

Sans objet.

### 2.2.4 - Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

### 2.2.5 - Phases

Les travaux (hors période de préparation) sont organisés en phases distinctes (voir CCTP), qui font chacune l'objet d'un démarrage individuel par ordre de service et d'une réception partielle propre.

Il convient de se reporter au calendrier prévisionnel joint au dossier de consultation des entreprises.

Plusieurs points de vigilance sont à intégrer à l'étude du phasage :

- Tous les travaux seront planifiés en accord avec le MOA,
- Les travaux à réaliser en extérieur et notamment dans les cours d'école devront être réalisés soit :
  - o Hors période scolaire du lycée Français Jean Mermoz,
  - o De façon à ce que la zone de travaux soit **TOTALEMENT** hermétique aux accès autres que entreprises.

### 2.2.6 - Modalité de reconduction

Le présent marché n'est pas reconductible.

## 2.3 - Délais d'exécution

Le délai d'exécution ainsi que les modalités de son démarrage sont fixées à l'article 5 de l'acte d'engagement du présent marché.

## 2.4 - Ordres de service

L'ordre de service est la décision du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les ordres de service sont préparés par le maître d'œuvre et datés et signés par le Maître de l'ouvrage ; Les réserves qu'un ordre de service appelle de la part du titulaire sont notifiées au Maître de l'ouvrage dans les quinze jours suivant sa réception.

Seuls les ordres de service notifiés par le Maître de l'ouvrage au titulaire seront opposables à celui-ci.

## 2.5 - Sous-traitance

Conformément au CCAG-Travaux, le recours à la sous-traitance est autorisé, selon les conditions d'exercice suivantes :

Un sous-traitant ne peut exercer ses missions que sous réserve que, d'une part, le maître d'ouvrage l'ait accepté, et d'autre part, qu'il ait adressé au coordonnateur de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé pour ses travaux.

**Les travaux exécutés par des sous-traitants sont payés directement par le titulaire** dans les conditions stipulées par l'acte spécial de sous-traitance DC4 joint au dossier de consultation.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants devront faire accepter leurs sous-traitants indirects (aussi dits de rang inférieur) selon les mêmes conditions que les sous-traitants directs.

Le maître d'ouvrage refuse le paiement direct des sous-traitants éventuels.

### 3 - Pièces constitutives du marché

En dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux français, les pièces contractuelles du marché, sont par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes :
  - la mise au point du marché ;
  - les éventuels actes spéciaux de déclaration de sous-traitance (DC4) ;
  - la liste des questions-réponses en phase de consultation des candidat ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses pièces graphiques ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux ([arrêté du 30 mars 2021](#)) ;
- le planning prévisionnel ;
- le planning d'exécution des travaux arrêté au terme de la période de préparation et notifié au titulaire par ordre de service ;
- le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) complété. Celui-ci ne sera considéré comme document contractuel que pour la détermination des prix unitaires servant au règlement des situations mensuelles d'acomptes et de travaux supplémentaires pouvant être commandés par le Maître d'ouvrage. Il ne pourra donc servir à donner quelque indication contractuelle que ce soit sur les quantités ou sur la nature d'ouvrages et de fournitures à exécuter par l'attributaire du marché.
- l'offre technique du titulaire (incluant la composition de l'équipe) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- les comptes rendus de chantier élaborés et diffusés par le Maître d'œuvre.

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessus.

### 4 - Prix et règlement des comptes

#### 4.1 - Contenu et caractère des prix pratiqués

Le présent marché est traité à prix global et forfaitaire mentionné dans l'acte d'engagement et repris dans le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

L'offre de prix est établie sur la base des conditions économiques en vigueur au **mois M0** mentionné en page de garde de l'acte d'engagement.

Les prix sont libellés en euros Hors Taxe sur la Valeur Ajoutée (Hors TVA) et sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

En compléments des dispositions de l'article 9.1 du CCAG-Travaux, les prix sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations, en incluant notamment :



- la prise en compte du caractère ferme, non actualisable et non révisable des prix (cf. article 4.5.2 du CCAP)
- les éventuels frais de traduction nécessaires au titulaire ;
- les frais d'organisation des différents prestataires sur le chantier ;
- la prise en compte des intempéries, conformément aux articles 4.2 du présent CCAP et 18.2.3 du CCAG travaux français ;
- la prise en compte des éventuels arrêts de chantier pour travaux bruyants décidés par le maître d'ouvrage conformément aux clauses ci-après relatives à l'organisation du chantier (article 6.7) ;
- le gardiennage, l'éclairage et le nettoyage des parties communes du chantier, ainsi que leur signalisation extérieure ;
- les installations de chantier, moyens d'accès et cheminements ainsi que leurs évolutions aux différentes phases du chantier ;
- les éventuels frais liés au respect des prescriptions de sûreté imposés par les clauses ci-après et lors des réunions avec le maître d'ouvrage ;
- la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- les coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- les fluides (eau, électricité, abonnements internet et téléphonique) du chantier ;

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

L'entrepreneur est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix, toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires à l'exécution des travaux, induites par les imprécisions, contradictions ou omission que pourraient présenter les pièces du marché.

Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

#### 4.2 - Journée d'intempérie : définition utile pour l'application de l'article 18.2.3 du CCAG travaux

Peut être considérée comme journée d'intempérie au sens de l'article 18.2.3 du CCAG travaux tout phénomène climatique exceptionnel dont l'importance rend impossible ou dangereux l'accomplissement du travail. La notion de danger pouvant s'apprécier au regard de la santé ou de la sécurité des travailleurs, ou encore au regard de la nature du travail ou de la technique employée. Ces phénomènes climatiques entravent donc l'exécution normale des travaux.

#### 4.3 - Obligations particulières du titulaire

Dans les 20 jours à compter de la date de notification du marché, l'entrepreneur devra fournir sur demande du Maître d'œuvre tout document lui permettant d'avoir des informations complémentaires sur les prix proposés par l'entrepreneur (sous-détail de chacun des prix du cadre des prix unitaires, décomposition de l'état de certains prix, de l'état des prix forfaitaires selon la décomposition type jointe).

## 4.4 - Règlement des comptes - Paiement

### 4.4.1 - Généralités

Le règlement des comptes est effectué conformément à l'article 12 du CCAG-Travaux.

Les factures ou situations sont simultanément remises en main propre lors des réunions de chantier et adressées par courriel à la maîtrise d'œuvre, copie au maître d'ouvrage, en format modifiable aussi.

Les éléments qui ne seront pas remis ou adressés par courriel ou lettre avec accusé-réception au maître d'œuvre, copie au maître d'ouvrage, seront réputés ne pas avoir été reçus.

La décomposition des prix forfaitaires servira, d'une part, à l'établissement des projets de décomptes et, d'autre part, à l'estimation et au règlement de travaux modificatifs pouvant intervenir en cours d'exécution, du fait du client.

Les prix seront majorés du taux de la TVA en vigueur au moment de l'établissement des pièces de mandatement.

Le titulaire devra fournir un état prévisionnel des paiements correspondant à l'avancement réel des travaux, mois par mois, en fonction du planning contractuel et des prix initiaux.

### 4.4.2 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire du marché et à ses cotraitants, le cas échéant.

### 4.4.3 - Répartition des dépenses communes

Le titulaire est responsable de la gestion et de la répartition des frais communs à toutes les entreprises intervenantes sur site, notamment l'utilisation des bennes de chantier, les dépenses de chauffage, eau et électricité du chantier, les nettoyages des bases VIE et abords du chantier. Il convient de se reporter au CCTP Lot n° 00 (prescriptions communes à tous les corps d'état) et au plan général de coordination.

Pour l'eau et l'électricité spécifiquement, chaque entité assume ses consommations de fluides :

- le titulaire pour la base VIE et son activité de chantier (incluant celle de ces éventuels cotraitants et sous-traitants) ;

En aval des compteurs principaux du poste (eau, électricité), des sous-compteurs seront installés par le titulaire : 1 pour le titulaire, 1 pour le maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage sera en charge des contrats des compteurs principaux. Un relevé sera établi en début de chantier (la valeur de consommation sera nulle), puis un relevé périodique sera établi (à choisir en période de préparation la périodicité : mensuelle,) pour permettre la refacturation des consommations de l'entreprise au maître d'ouvrage. Le paiement des factures de fluides se fait par une moins-value sur les états d'acompte mensuels émis par le titulaire.

A la transmission du projet de décompte final, le titulaire établira une synthèse des fluides facturés en moins-value sur les états d'acompte mensuels passés. À défaut, le décompte final ne sera pas traité.

#### 4.4.4 - Application de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)

Les entreprises domiciliées en France seront facturées hors TVA. Pour les entreprises domiciliées hors de France, le régime d'application de la TVA dépendra du pays de domiciliation de l'entreprise et sera contractualisé lors de la mise au point du marché avant signature.

Traditionnellement, selon les accords inter-gouvernementaux, soit les travaux dans les entreprises françaises sont exemptés de TVA, soit la TVA est due mais peut être remboursée à l'État français par le ministère des finances du pays de domiciliation de l'entreprise à régler.

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

#### 4.5 - Variation des prix

##### 4.5.1 - Type de variation des prix

Les prix du présent marché sont non révisables.

##### 4.5.2 - Mois d'établissement des prix

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède le mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (M0) et figure en page de garde de l'acte d'engagement.

##### 4.5.3 - Modalité de révision des prix

Les prix du marché sont réputés fermes, non actualisables et non révisables sur toute la durée du marché. Le fait de présenter une offre emporte acceptation de ce fait, considérée comme un des éléments déterminants du marché et ne pouvant être remis en cause ultérieurement.

##### 4.5.4 - Comptable public assignataire

Le comptable public assignataire des paiements est désigné ci-après :

Christel Dezetter, ACS du lycée Français Jean Mermoz

##### 4.5.5 - Délais de paiement

Le délai de paiement est de 60 jours à compter de la réception de la demande de paiement. Aucune demande de paiement ne peut être transmise avant réalisation des prestations.

## 5 - Clauses de financement et de sureté

### 5.1 - Retenue de garantie

Voir l'article 4.2 de l'acte d'engagement.

## 5.2 - Avance

Voir article 4.3 de l'acte d'engagement.

# 6 - Préparation, coordination et exécution des travaux en site occupé

## 6.1 - Période de préparation

La durée de la période de préparation est spécifiée à article 5 de l'acte d'engagement.

Le maître d'ouvrage organisera une réunion de lancement et une réunion de validation de la période de préparation avec le maître d'œuvre, le contrôleur technique, le coordinateur de sécurité et de protection de la santé, le lycéen.

Préalablement à tout démarrage de chantier, le titulaire procède aux opérations énoncées ci-après :

- Nomination des sous-traitants ;
- Établissement par les entrepreneurs et présentation au visa du Maître d'œuvre et du CSPS, dans les conditions prévues à l'article 28-2 du CCAG-Travaux :
  - du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires (base VIE, zone des bureaux modulaires pour les agents déplacés, les accès et cheminements prévus, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation) à l'aide de plans ;
  - du calendrier détaillé d'exécution,
  - Les jours et heures des réunions de chantiers seront fixés précisément. L'entrepreneur est tenu d'être présent ou représenté aux réunions, s'il est convoqué par le Maître d'œuvre. L'exactitude sera de rigueur.
- Ces points sont demandés à la première réunion de chantier (réunion de lancement). Les entreprises auront une semaine pour fournir ces documents. À l'issue de la période de préparation, le calendrier d'exécution est notifié aux entreprises par ordre de service.
- Vérification des plans d'exécution des ouvrages, notes de calcul et études de détail dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG-Travaux et à l'article 6.2 ci-après ;
- État des lieux réalisé avec le Maître d'œuvre ;
- Obtention des laissez-passer pour l'ensemble des personnels susceptibles d'intervenir sur le chantier. Cette étape doit être anticipée dès l'ordre de service de démarrage vu la nécessité d'avoir toutes les copies des identités des personnels intervenants sur le chantier.
- Établissement des décompositions des prix forfaitaires permettant de dresser les situations mensuelles des travaux. En attendant qu'elles soient établies, les projets de décompte sont dressés à partir des décompositions annexées à l'acte d'engagement ;
- La remise des éléments (plans, notices techniques servant à l'élaboration du DIUO (dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage).

## 6.2 - Rappel des rôles des différents acteurs du projet – ordres – homme-chantier

### **Le service utilisateur (Lycée) :**

- Le chef d'établissement : il est le représentant du pouvoir adjudicateur du présent marché. Son rôle est de valider toutes les propositions d'organisation et de planning émises au cours du délai d'exécution du chantier, conformément au présent marché de travaux.
- La Directrice Administratif et Financier ou son adjoint : son rôle est de représenter le chef d'établissement aux réunions liées au chantier, et de faire le lien avec les services du lycée pour organiser au mieux la continuité de leur activité ou son adjoint.

### **Le conducteur d'opération (AEFE) : Sous-direction de l'Immobilier**

- Le chef de projet : son rôle est de suivre l'exécution du présent marché en s'assurant du respect des coûts, délais et de la qualité. Il assure seul le lien entre les opérateurs privés (maîtrise d'œuvre, entreprises de travaux, contrôleur technique, coordinateur de sécurité et de protection de la santé) et le service utilisateur.

### **Le maître d'œuvre (MOE) : GROUPE CETAB**

- Le chargé d'affaires MOE : son rôle est de suivre l'exécution des travaux dans les respects des clauses du présent marché, des délais, coûts et de la qualité exigée. Il fait le lien entre les entreprises en charge des travaux et le conducteur d'opération.

### **Le contrôleur technique (CT) : (désignation à venir)**

- Le contrôleur technique : son rôle est de veiller au respect des normes dans les différents domaines qui lui sont confiés, selon les standards européens et français exigés dans le présent marché.

### **Le coordinateur de sécurité et de protection de la santé (CSPS) : (désignation à venir)**

- Le CSPS : son rôle est de veiller à la protection de la santé et à la sécurité des travailleurs et des agents du service utilisateur pendant le chantier, en proposant, validant et contrôlant les dispositions d'organisation, de circulation des biens et des personnes sur site, de co-activité des entreprises, d'installation des zones de chantier (base vie, zones de travaux, etc.).

Le titulaire du présent marché ne peut répondre qu'aux ordres du maître d'œuvre. Si un ordre direct au titulaire émane du représentant du service utilisateur, du contrôleur technique ou du coordinateur de sécurité et de protection de la santé, alors le titulaire se doit d'en obtenir la validation préalable du maître d'œuvre avant sa mise en application.

Les ordres impactant le planning de l'opération, le contenu ou le coût des travaux ou tout autre élément structurant (d'organisation, de sécurité, de continuité de l'activité, d'image, etc.), feront l'objet d'un ordre de service signé du maître de l'ouvrage.

Pour les petits ajustements quotidiens non structurant, des échanges écrits par courriels sont suffisants.

### **Le titulaire devra nommer au sein de son équipe :**

- Un représentant du groupement capable d'engager le titulaire sur les décisions structurantes liées aux aspects contractuels, techniques et financiers ;
- Un chef de chantier présent sur place, interlocuteur privilégié du maître d'œuvre et des autres acteurs, responsable de l'exécution du chantier et des personnes présentes sur site ;
- Un homme-traffic : dédié quotidiennement à l'organisation et au contrôle des entrées et sorties des personnels liés au titulaire sur site (contrôle de l'identité des compagnons, accueil des

livraisons, camions, etc.). Il sera notamment présent et visible à l'ouverture du chantier le matin, en début d'après-midi après la pause déjeuner et lors de toutes les livraisons prévues au calendrier. Il tiendra à jour quotidiennement un registre de présence de tous les personnels présents sur site à un instant donné. Il occupera la guérite de contrôle d'accès décrite au CCTP.

### 6.3 - Coordonnées opérationnelles des acteurs du projet

Le tableau des coordonnées précises et opérationnelles de tous les acteurs liés au projet sera établi par le titulaire en période de préparation du chantier et devra tenir sur une page A4, mise à jour à chaque changement de personne, et affiché dans les locaux du lycée.

### 6.4 - Contraintes du chantier objet du présent marché

Voici les principales contraintes du chantier objet du présent marché, dont découlent toutes les clauses d'organisation décrites dans le présent CCAP :

Le lieu des travaux est un lycée français à l'étranger : cela implique

- La confidentialité de tous les échanges relatifs au projet entre acteurs ;
- L'organisation du chantier pour maintenir le niveau de sécurité vis-à-vis de ses usagers ;
- Le nécessaire contrôle de toutes les personnes physiques qui pénétreront sur site ;
- L'exemplarité de tenue du chantier (propreté, bardage extérieur, comportement des compagnons, etc.) pour respecter l'image du lycée et la sécurité des élèves.

Les travaux se dérouleront en site occupé : cela implique

- Une organisation précise des acteurs du projet ;
- L'organisation par zone les travaux pour garantir la continuité des services ;
- L'anticipation et la validation collective des nuisances (sonores, visuelles) ;
- L'engagement collectif sur des plannings mensuels contractuels ;
- Un nettoyage impeccable et régulier du chantier ainsi que l'évacuation des déchets de chantier.

### 6.5 - Horaires de chantier et délai de prévenance

Le chantier respectera les horaires suivants, susceptibles d'être modifiés ponctuellement dans les plannings mensuels, selon les besoins avec l'accord du proviseur du Lycée Français Jean Mermoz.

Horaires d'accès autorisés au chantier :

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
8h-12h	8h-12h	8h-12h	8h-12h	8h-12h		
13h-19h	13h-19h	13h-19h	13h-19h	13h-19h		

### 6.6 - Installations à réaliser par les entreprises

L'entreprise a à sa charge les installations précisées dans le CCTP.

### 6.7 - Plans d'exécution, note de calcul, études de détail, documents techniques, cotes

Les plans d'exécution des ouvrages, les spécifications techniques détaillées et les plans de fabrication sont à la charge des entreprises.

L'entreprise doit vérifier les cotes avant l'exécution des travaux.

## 7 - Hygiène et sécurité du chantier

### 7.1 - Mesures de sécurité

Le titulaire respecte les prescriptions décrites au CCTP, notamment celles du « Lot 00 – Prescriptions communes à tous les lots ».

### 7.2 - Effectifs/moyens humains

Les effectifs nécessaires pour l'exécution des prestations décrites dans le CCTP sont fixés par le titulaire dans l'offre technique pour chacun des lots.

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le personnel affecté au chantier devra être en nombre suffisant pour mener à bien l'ensemble des opérations prévues au présent marché. En cas d'insuffisance constatée concernant le niveau qualitatif des prestations ou du délai des réalisations, le titulaire augmentera à ses frais, en cours d'exécution du marché, le nombre de personnes affectées à ces opérations, s'il s'avère que celui-ci est en cause.

De plus, la maîtrise d'ouvrage peut exiger le remplacement immédiat de tout agent dont elle ne s'estime pas satisfaite. Le personnel du titulaire doit respecter le règlement intérieur du lycée.

### 7.3 - Encadrement du personnel

Le titulaire désignera un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et de l'application des clauses techniques du CCTP. Il sera le correspondant exclusif représentant le titulaire auprès de la maîtrise d'ouvrage et transmettra son numéro de téléphone pour appel direct ainsi que son numéro de portable et son adresse courriel.

Cet agent informera la maîtrise d'ouvrage de tous les problèmes rencontrés dans l'exécution des prestations.

### 7.4 - Moyens matériels

Le matériel nécessaire pour l'exécution des prestations décrites dans le CCTP est fixé par le titulaire dans l'offre technique.

### 7.5 - Dégradation causées aux voies/équipements publics

Les dégradations causées aux voies/équipements publics sont à la seule charge du titulaire.

### 7.6 - Autorisations administratives

L'entreprise fait son affaire de la délivrance des autorisations d'occupation temporaire du domaine public, des permissions de voirie nécessaires à la réalisation des ouvrages ainsi que toutes autorisations nécessaires à l'exécution de l'opération.

La copie de toute correspondance relative à ces démarches est à transmettre au Maître d'ouvrage.

## 7.7 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

### 7.7.1 - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application du droit local doivent être respectées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

En cas de danger(s) graves(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement,...), le Maître d'œuvre doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Le maître d'ouvrage peut également demander au titulaire de faire cesser les situations menaçant la sécurité d'un des intervenants.

### 7.7.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au CSPS, les documents suivants, pour approbation :

- le PPSPS (plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs) ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les cinq jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

### 7.7.3 - Obligations du titulaire vis-à-vis des sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans tous les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, avec l'aide éventuelle du CSPS.

### 7.7.4 - Travailleurs étrangers

Le titulaire remet à la maîtrise d'ouvrage une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle sur le site et qu'ils disposeront de papiers en règles (visa, documents d'identité).

### 7.7.5 - Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie, employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché, seront conformes à la réglementation locale en vigueur.

### 7.7.6 - Visites médicales

Les visites médicales seront conformes aux règles édictées dans le code du travail local.

### 7.7.7 - Comportement du personnel

Le personnel doit faire preuve de discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions (CCAG-Travaux - Article 5.1).



## **8 - Délai d'exécution – pénalités – prime d'avance**

### **8.1 - Délai d'exécution**

Les délais d'exécution sont détaillés à l'article 2.3 du présent CCAP.

Le calendrier prévisionnel d'exécution établi en phase d'études par le maître d'œuvre est transmis dans les documents de consultation.

Conformément à l'article 18-2 du CCAG-Travaux, la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'un avenant, sauf dans le cas d'une prolongation induite par des journées intempéries réellement constatées (selon l'article 4.2 du CCAP) notifiée par ordre de service.

Le présent marché n'est pas reconductible.

### **8.2 - Pénalités**

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, les pénalités sont applicables dès le premier euro.

#### **8.2.1 - Pénalité de retard journalière**

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, l'entrepreneur subit, par jour calendaire de retard dans l'achèvement des travaux globaux ou d'une macro-phase, par rapport au calendrier d'exécution, une pénalité journalière de 1 000 €HT.

#### **8.2.2 - Pénalité pour absence et retard aux réunions de chantier**

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par la maîtrise d'œuvre, une pénalité forfaitaire de 300 € HT est appliquée à tout entrepreneur absent dûment convoqué. Une pénalité forfaitaire de 100€ HT est appliquée en cas de retard supérieur à quinze minutes.

Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente, insuffisamment au courant du chantier ou n'ayant pas qualité à engager l'entreprise.

#### **8.2.3 - Pénalités pour retard**

- Remise de document d'étude selon planning d'étude : 150€ HT. Par document et par jour de retard.
- Remise de devis dans un délai de 10 jours calendaire après demande de la MOE : 150€ HT. Par documents et par jour de retard.
- Remise d'échantillons selon planning d'étude : 150€ HT par échantillon et par jour de retard.

#### **8.2.4 - Pénalités pour infractions**

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles 8-3-1 à 8-3-3 ci-dessus et avec lesquelles elles se cumulent. Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le Maître d'œuvre des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain.

Elles seront déduites des situations mensuelles :

- Utilisation de téléphone portable en réunion de chantier : 50€ HT

- Absence ou manque de nettoyage du chantier : 200€ HT
- Absence ou manque de nettoyage des locaux de la base vie : 200€ HT
- Absence ou manque de nettoyage des airs de stockage du chantier : 200€ HT
- Présence d'un compagnon sur site hors de la liste des personnes autorisées : 200 € HT
- Absence ou non port des équipements de protection individuels : 300€ HT
- Absence ou manque de protection collective : 300€ HT
- Autre infraction aux règles d'hygiène et de sécurité : 200€ HT
- Travaux bruyants hors des plages autorisées : 100€ HT
- Accès au chantier laissé ouvert et sans surveillance : 100 €HT

#### **8.2.5 - Repli des installations de chantier et remise en état des lieux**

Stipulations conformes à l'article 37 du CCAG-Travaux.

En cas de retard, les opérations seront faites aux frais de l'entrepreneur après mise en demeure restée sans effet sans préjudice d'une pénalité de 200 € HT par jour de retard.

#### **8.2.6 - Lutte contre le travail dissimulé**

Si le titulaire n'arrive pas à prouver en 24h la régularité administrative d'un des travailleurs sur site, alors une pénalité de 3000€HT pourra être appliquée.

#### **8.2.7 - Pénalités diverses**

En cas de non-respect par une entreprise ou un sous-traitants des dispositions de l'article 7 du présent CCAP concernant la santé ou la sécurité des travailleurs ou les délais de remise des documents attendus à ce sujet, une pénalité, égale à 200 € HT par constat ou par jour calendaire de retard, sera opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur.

## **9 - Opérations de vérification, réception, ajournement, réfaction et rejet**

### **9.1 - Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux**

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par le CCTP sont à la charge de l'entrepreneur.

Si le Maître d'ouvrage prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à la charge du Maître d'ouvrage si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute de l'entreprise responsable de l'ouvrage. Dans le cas contraire, ces essais et contrôles sont pris en charge par l'entrepreneur.

### **9.2 - Réception et réception partielle**

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserve l'ouvrage exécuté dans les conditions définies à article 41 du CCAG-Travaux.

Chaque macro-phase fera l'objet d'une réception partielle conformément aux stipulations de l'article 42.2 du CCAG-Travaux : La prise de possession par le maître d'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrages, entraîne le transfert de la garde des ouvrages et doit être précédée d'une réception partielle dont les conditions sont fixées ci-après et

notifiées par ordre de service. Ces conditions doivent au moins comporter l'établissement d'un état des lieux contradictoire.

En cas de réalisation d'ouvrage ayant sa propre fonctionnalité et autonomie, il pourra être prononcé des réceptions partielles selon les mêmes dispositions que pour les macro-phases.

Vu l'enjeu de maîtrise des délais des macro-phases pour les services utilisateurs, il est dérogé aux articles 41 et 42 du CCAG Travaux uniquement pour respecter le mode opératoire suivant de conduite des réceptions partielles de chaque macro-phase :

- Le titulaire informe par courriel (ou courrier avec accusé réception) le maître d'œuvre, copie au maître d'ouvrage, au moins 15 jours calendaires avant l'expiration du délai maximal de la macro-phase, de son intention de conduire les opérations préalables à la réception.
- Le maître d'œuvre procède, le titulaire ayant été convoqué, aux opérations préalables à la réception de la macro-phase, au plus tard 5 jours ouvrés avant l'expiration du délai maximal de la macro-phase, et dresse un procès-verbal des réserves qu'il notifie par ordre de service au titulaire sous 24h maximum ;
- Les réserves formulées dans le procès-verbal doivent être levées par le titulaire en 5 jours ouvrés (ou plus avec avis motivé du maître d'œuvre dans l'ordre de service de notification du procès-verbal). En cas de retard dans la levée des réserves formulées, des pénalités provisoires de retard liées à la macro-phase non terminée pourront être appliquées. Le titulaire sera de fait aussi responsable de l'éventuel décalage de la notification de l'ordre de service de démarrer la macro-phase suivante et du report et des conséquences sur le délai global de l'opération.
- À l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée ;
- Si la nouvelle procédure de réception est non concluante, le Maître d'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution desdits travaux par l'entreprise de son choix après mise en demeure préalable aux frais et risques et pour le compte de l'entrepreneur défaillant.

Cette procédure de réception contrainte dans ses délais nécessite des échanges fréquents et efficaces sur chantier et en réunion afin de prévenir toute réserve ou malfaçon importante.

Chaque réception partielle fera courir le délai de garantie propre aux ouvrages réceptionnés à compter de la date d'effet de cette réception.

Cependant, les sûretés constituées pour la réalisation des différentes parties d'ouvrages, objet du marché, seront maintenues dans leur montant jusqu'à expiration du délai de garantie du dernier ouvrage réceptionné. Elles pourront être mises en jeu au titre de la garantie de parfait achèvement propre à chacun des ouvrages réceptionnés.

#### Disposition particulière :

Sauf stipulation figurant au CCTP, la réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves ou de la vérification des performances.

### 9.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrage

Il pourra être prescrit au titulaire, par ordre de service, de mettre à la disposition du Maître d'ouvrage certains ouvrages ou parties d'ouvrage. Un état des lieux sera dressé contradictoirement.

## 10 - Responsabilité et assurances

## 10.1 - Garanties contractuelles

### 10.1.1 - Délais de garantie

Les délais de garanties sont prévus conformément aux stipulations de l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie de parfait achèvement est fixé à un an.

Le titulaire doit en plus des dispositions du CCAG-Travaux, prévoir une garantie de bon fonctionnement (appelé aussi garantie constructeur) de tous les équipements techniques installés (soit tous les éléments d'équipements dissociables du bâti sans le dégrader) de 2 ans.

### 10.1.2 - Appel en garantie

L'entrepreneur pourra être appelé en garantie par le Maître d'ouvrage pour tout dommage aux tiers trouvant leur origine dans l'exécution du présent marché, même après le prononcé de la réception des travaux alors même que ces dommages n'étaient ni apparents ni connus à la date de réception. Si les dommages sont apparents et connus avant l'établissement du décompte général, ils pourront faire l'objet d'une estimation chiffrée et être retenus sur le solde du présent marché sans préjudice d'éventuels appels en garantie.

## 10.2 - Assurances

### 10.2.1 - Assurance de responsabilité civile pendant les travaux

Les titulaires, et le cas échéant, leurs sous-traitants, doivent être garantis par une police d'assurance destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le Maître de l'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

### 10.2.2 - Assurance tous risque chantier

Le titulaire doit souscrire une police d'assurance tous risque chantier (pour son compte et celui de ses cotraitants et sous-traitants) dont l'objet est de couvrir pendant le délai d'exécution l'ensemble des dommages matériels causés à l'ouvrage final ou à l'ouvrage provisoire comme un effondrement, un incendie, des dégâts des eaux, une tempête et des vols de matériaux à compter de leur dépôt sur le chantier. Le montant garanti de travaux de reprise est établi selon les termes du marché de travaux et l'assureur renonce à demander toute forme de diminution ou abattement de ce montant.

### 10.2.3 - Assurance de garantie décennale

Les titulaires, et le cas échéant, leurs sous-traitants, doivent être garantis par une police d'assurance destinée à couvrir, à compter de la fin de la date d'effet de la dernière réception partielle, toutes les réparations des dommages qui affectent la solidité du bâti ou rendent l'ouvrage impropre à sa destination **pendant 10 ans**, sur les travaux réalisés (dans le cadre du chantier).

## 11 - Mise en demeure

Dans le cas de prestations non conformes, le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut, par lettre recommandée avec accusé de réception, mettre le titulaire en demeure de remédier à l'ensemble des non-conformités constatées dans un délai de 48 (quarante-huit) heures (par dérogation à l'article 52.1 du CCAG travaux), à compter de la réception de la lettre de mise en demeure.

Si, à l'expiration de ce délai, le titulaire ne peut assurer la prise en charge normale de ces prestations, le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut y pourvoir aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités visées à l'article 8-3 du présent CCAP continuent de s'appliquer pendant la période où le pouvoir adjudicateur ou son représentant assure cette charge à la place du titulaire.

## **12 - Résiliation du marché**

Les stipulations des articles 49 à 54 du CCAG-Travaux sont applicables au présent marché, auxquelles s'ajoutent les stipulations suivantes :

### **12.1 - Résiliation pour manquement aux obligations légales**

Le maître de l'ouvrage peut résilier unilatéralement le marché dès lors qu'est révélé le caractère illégal d'une activité du titulaire (travail non déclaré, trafic de stupéfiants, blanchiment, escroquerie, terrorisme, corruption, toute sanction pénale, traite d'humains, etc.).

Dans ce cas, le maître d'ouvrage peut décider aux frais et risques du déclarant, les sanctions suivantes :

- l'absence de droit à indemnisation ;
- la reprise en régie des prestations prévues au marché ;
- la résiliation du marché, suivie ou non de la passation d'un autre marché.

Les excédents de dépenses résultant de la mise en régie ou de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

### **12.2 - Effets de la résiliation**

Quelle que soit sa cause, la résiliation du contrat n'a d'effet que pour l'avenir. Elle ne peut anéantir les prestations réalisées avant son entrée en vigueur.

Lorsque le Maître d'ouvrage est à l'initiative de la résiliation, celui-ci s'engage à régler au prestataire les prestations réalisées et les dépenses engagées avant la réception de la lettre de mise en demeure, jusqu'à la date de cessation du contrat, sur justificatifs, sans préjudice de toute autre indemnité qui pourrait éventuellement être réclamée.

Par ailleurs, chacune des parties restitue à l'autre l'ensemble des éléments qu'elle a pu obtenir de l'autre partie pour l'exécution du contrat et qui sont devenus sans objet du fait de la résiliation.

En cas de résiliation pour faute notifiée à l'entreprise principale, cette dernière devra prendre les dispositions nécessaires pour aviser, dans les meilleurs délais, son sous-traitant de cette décision.

## **13 - Travaux non prévus**

### **13.1 - Travaux modificatifs**

Les travaux modificatifs sont réglés conformément à l'article 13 du CCAG-Travaux.

### **13.2 - Dépassement du montant initial des travaux**

Les augmentations limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées à 10%. Au-delà de ces limites, et en complément de l'article 14 du CCAG-Travaux, la poursuite

de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par ordre de service par le pouvoir adjudicateur ou son représentant ou à la conclusion d'un avenant.

### 13.3 - Prestations similaires

Le maître de l'ouvrage pourra négocier avec le titulaire sans publicité préalable et sans mise en concurrence un marché de prestations similaires.

## 14 - Règlements et litiges

Le règlement des différends se fera selon l'article 55 du CCAG-Travaux, en privilégiant un règlement à l'amiable.

### 14.1 - Dispositions applicables en cas de titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie des comptes du marché est l'euro.

### 14.2 - Instance chargée des procédures de recours

Les parties au présent marché conviennent que le tribunal administratif de Paris sis 7, rue de Jouy - 75181 Paris Cedex 04, sera compétent en cas de litige durant l'exécution du marché.

## 15 - Dérogations aux documents généraux

Le présent CCAP déroge partiellement au CCAG-Travaux en ses articles ci-dessous énoncés :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG-Travaux auxquels il est dérogé
Article 3	Article 4.1
Article 8.3	Article 19.2.1
Article 8.3.1	Article 19.2.3
Article 9.2	Article 41 et 42
Article 11	Article 52.1